Est-ce préoccupant?

Autor(en): **Ehrsam, Jean-Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **135 (1990)**

Heft 5

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-344998

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Est-ce préoccupant?

par le brigadier Jean-Pierre Ehrsam

Intituler ainsi un article, peut-être même une série d'articles, dénote sûrement une inquiétude, mais aussi l'intention de poser des questions, clairement, des questions qui dérangeront parfois. Toute médication destinée à apporter un mieux n'est-elle pas, souvent, amère? Qu'importe cependant si elle agit efficacement.

En novembre dernier, l'armée a nettement gagné le match qui, s'il avait été Finale de coupe, la lui faisait remporter, la coupe, sans discussion, par deux à un. A l'inverse de ses adversaires, l'armée s'exprima peu pendant la préparation de la rencontre, la plupart des médias électroniques ayant fait la part exagérément belle aux chantres d'une «Suisse sans armée». Désinformation, délation, calomnie, humour stupide, autant d'«armes pacifiques» largement utilisées pour motiver, entre autres, les jeunes – que rebute toujours davantage l'effort communautaire – et les personnes âgées, auxquelles on serait allé jusqu'à dire que la suppression de l'armée aurait pour heureuse conséquence une sensible augmentation de leurs rentes AVS!

Tout cela est bien connu, et bien triste, et conduit aussi le citoyen-soldat à se poser quelques questions. Pourquoi, par exemple, alors qu'elle était légalement irrecevable, cette initiative fut-elle retenue? Pourquoi avoir tant attendu pour la soumettre au peuple? Pourquoi l'avoir mise au vote en même temps qu'une autre initiative, dont le moindre conseiller en marketing aurait décelé sans peine qu'elle conduirait à une osmose des voix, celles en particulier de tant de jeunes qui veulent rouler vite, à l'instar de leurs aînés romands? Pourquoi l'armée ne s'est-elle pas mieux défendue?

Elle ne s'est pas mieux défendue parce que, ne devant par définition pas «faire de politique», elle n'avait guère de choses à dire, qui contrent ses adversaires placés, eux, sur le terrain politique, ce terrain où tout semble permis. Il lui est interdit, à l'armée, de parler de gauchistes, ou de socialistes, de radicaux, de démocrates-chrétiens, d'idéologies. Elle doit ignorer ce que recouvrent ces termes, «neutralité oblige» dit-on. Ainsi, au milieu de la mer des opinions, souvent agitée, tempétueuse, elle n'a d'autre ressource que de se comporter comme un bouchon sur la graisse. En prime, on ne la veut plus muette, mais elle doit se taire...!

Faut-il continuer ainsi?

On le sait, à l'heure qu'il est, six mois après la votation, les adversaires de l'armée et de l'ordre établi ne désarment pas. Même, ils «remettent ça». Profitant outrageusement des avanta-

ges de la démocratie, qui elle d'ailleurs, par contrecoup, en pâtit dangereusement, ils ne cessent d'intervenir partout où ils peuvent espérer ouvrir une nouvelle brèche; leurs terrains privilégiés: Genève, le Jura, et d'autres.

Voilà donc qu'à l'heure où, en Europe de l'Est et ailleurs, les dictatures, à une exception près toutes de gauche, disparaissent enfin pour faire place à plus de démocratie, des Helvètes – et combien de non-Helvètes? –, en retard d'une génération et au moins d'une idéologie, s'en prennent à la Suisse, s'attaquant aveuglément à ce qui fait d'un pays sans ressources naturelles une nation riche. Et de crier haro sur les banques, les assurances, les multinationales, l'armée – ce boutefeu idéal –, les dispositifs de sécurité intérieure, qui semblent curieusement causer une peur bleue, comme si l'on avait quelque chose à se reprocher, à redouter.

Face à ce désordre naissant, fondé sur du vent, voit-on se dresser nos informateurs patentés? Que non point! Mais par contre quelle jouissance pour eux, à chaque émission d'information, de pouvoir annoncer la découverte d'un «nouveau fichier», alors qu'il est de notoriété publique qu'il y en a partout, des fichiers, des petits, des grands, certains en papier, en carton, d'autres, de plus en plus nombreux, informatisés. Il y en a partout, des fichiers, avec certainement beaucoup de connotations secrètes, confidentielles ou peu avouables. Il y en a partout, de ces fichiers, chez les journalistes, investigateurs ou non, dans les rédactions, aux secrétariats généraux des partis politiques, chez le médecin, dans les hôpitaux, au registre des impôts, à la police des habitants, chez les marchands de vin, de soupe, dans les banques, les assurances, les industries, dans les paroisses et finalement, certainement aussi, dans les cimetières.

C'est à coup sûr seulement dans un Etat de droit, démocratique, que les institutions peuvent être attaquées de la sorte, en toute impunité, et avec les institutions, l'économie qui fait vivre, cette économie que rêvent de créer les pays qui secouent actuellement le joug des tyrannies idéologiques et malsaines.

Alors pour nous, Suisses, est-ce préoccupant d'en être arrivés à un tel niveau de stupidité, de mauvaise foi, de volonté destructive?

La réponse, bien sûr, va de soi. Et il est indispensable, urgent, qu'elle suscite une profonde réflexion d'abord, puis, rapidement, une action tous azimuts; il ne faut sous aucun prétexte supporter plus longtemps, les bras ballants, cette avanie, ses prolongements, ses redites.

Comment? Ce sera l'objet d'un prochain article.

En attendant, pour aider à la réflexion, une affirmation, à méditer, d'Alain Peyrefitte, dans *L'Empire immobile ou le choc des mondes*:

«Un peuple qui n'est pas fier de lui perd le goût de vivre.» J.-P. E.